



U T S
e P R E S S

Gateways:

International Journal
of Community
Research and
Engagement

Vol. 13, No. 1
May 2020



© 2020 by the author(s). This is an Open Access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>), allowing third parties to copy and redistribute the material in any medium or format and to remix, transform, and build upon the material for any purpose, even commercially, provided the original work is properly cited and states its license.

Citation: Godrie, B, Boucher, M, Bissonnette, S, Chaput, P, Flores, J, Dupéré, S, Gélinau, L, Piron, F and Bandini, A 2020. Injustices épistémiques et recherche participative: un agenda de recherche à la croisée de l'université et des communautés. *Gateways: International Journal of Community Research and Engagement*, 13:1, Article ID 7110. <http://dx.doi.org/10.5130/ijcre.v13i1.7110>

ISSN 1836-3393 | Published by UTS ePRESS | <http://ijcre.epress.lib.uts.edu.au>

ARTICLE DE RECHERCHE

Injustices épistémiques et recherche participative: un agenda de recherche à la croisée de l'université et des communautés

Baptiste Godrie¹, Maxime Boucher², Sylvia Bissonnette², Pierre Chaput², Javier Flores², Sophie Dupéré³, Lucie Gélinau⁴, Florence Piron⁵ and Aude Bandini⁶

¹ Department of Sociology, Université de Montréal (Québec) - CREMIS

² Groupe de recherche et formation sur la pauvreté au Québec

³ Faculty of Nursing Science, Université Laval (Québec)

⁴ Department of Psychosociology and Social Work, Université du Québec à Rimouski

⁵ Department of Information and Communication, Université Laval (Québec)

⁶ Department of Philosophy, Université de Montréal

Auteur de correspondance: Baptiste Godrie; baptiste.godrie@umontreal.ca

DOI: <http://dx.doi.org/10.5130/ijcre.v13i1.7110>

Article history: Received 01/08/2019; Revised 19/09/2019; Accepted 23/01/2020; Published 05/2020.

Résumé

Cet article présente un cadre d'analyse innovant ancré dans le concept d'injustices épistémiques pour évaluer les recherches participatives. Composé d'une méthodologie de travail et d'un outil d'autoévaluation, ce cadre d'analyse a été développé au fil d'un processus participatif de production et de mobilisation des savoirs qui a pris place au cours des deux dernières années. L'équipe multidisciplinaire ayant entrepris ce processus est composée des chercheur-es et des représentant-es du *Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec* travaillant à l'élaboration d'un programme scientifique de recherche sur les injustices épistémiques et les recherches participatives.

Nous défendons que les recherches participatives peuvent contribuer à apporter des réponses coconstruites entre les milieux universitaires et communautaires à certaines injustices sociales – dans le cas présent, les injustices épistémiques – qui sont enchâssées dans les processus de production des connaissances. De notre point de vue, les recherches participatives constituent des laboratoires permettant d'observer et de comprendre la production des

injustices épistémiques et, le cas échéant, d'offrir des leviers pour les réduire grâce à la construction de ponts entre les différentes personnes et les savoirs qu'elles détiennent.

L'article est centré sur la présentation de deux dimensions de notre travail: (1) La méthodologie que nous avons mise sur pied pour bâtir des espaces de coapprentissage à la croisée de l'université et des organismes communautaires et (2) Un guide d'autoévaluation disponible en accès libre que nous avons bâti durant notre démarche afin d'aider les universitaires et leurs partenaires à s'engager dans une évaluation réflexive des processus participatifs de recherche du point de vue des injustices épistémiques. L'article met également de l'avant des défis inhérents à l'élaboration de ce programme de recherche ainsi que des réponses que nous avons pu leur apporter, et se termine par des réflexions sur les enjeux clés ayant émergé en cours de route.

Mots-clés

Injustices épistémiques; recherches participatives; processus de coapprentissage; production des savoirs; organismes communautaires; évaluation réflexive

Introduction

Cet article présente un cadre d'analyse innovant ancré dans le concept d'injustices épistémiques pour évaluer les recherches participatives. Composé d'une méthodologie de travail et d'un outil d'autoévaluation, ce cadre d'analyse a été développé au fil d'un processus participatif de production et de mobilisation des savoirs qui a pris place au cours des deux dernières années. L'équipe multidisciplinaire ayant entrepris ce processus est composée des chercheur-es et des représentant-es d'organismes communautaires du Québec (Canada) qui travaillent dans le champ de la justice sociale et des recherches participatives. Nous défendons que les recherches participatives peuvent contribuer à apporter des réponses coconstruites entre les milieux universitaires et communautaires à certaines injustices sociales – dans le cas présent, les injustices épistémiques – qui sont enchâssées dans les processus de production des connaissances.

Le premier auteur de l'article travaille depuis dix ans dans le *Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté* (CREMIS) situé au centre-ville de Montréal. Avec un groupe de collègues, il a réalisé plusieurs projets de recherche participative avec des professionnel-le-s de la santé et des services sociaux ainsi que des organismes communautaires oeuvrant auprès de personnes stigmatisées en vertu de leur statut social, genre, âge ou origine ethnique (voir, par exemple, [Godrie et al. 2018](#)). Ces expériences ont contribué à façonner une réflexion critique sur la production des savoirs et leur mobilisation dans un contexte d'inégalités sociales.

En octobre 2017, trois des coauteur-es (BG, SD et SB) ont reçu une subvention de recherche d'une année pour soutenir la création d'une équipe de recherche sur le thème *Injustices épistémiques et recherches participatives*. Cette subvention nous a permis de réunir des chercheur-es et des activistes pour la justice sociale expérimenté-e-s dans les recherches participatives dans le champ de la lutte contre la pauvreté. Il s'agissait de partager nos pratiques et les défis rencontrés au cours de projets de recherche en lien avec la production des connaissances et leur usage dans une perspective de réduction des inégalités sociales. Nous étions déjà au fait des obstacles bien connus à la mise en œuvre de projets participatifs de recherche, tels que le manque de fonds et de temps, ou encore les différences de culture

organisationnelle entre le monde universitaire et celui des organismes communautaires. Pour cette raison, nous souhaitons spécifiquement aborder les défis reliés à la hiérarchie des savoirs et au statut des différents savoirs dans le processus de coproduction des connaissances ainsi que les manières de les réduire, le cas échéant.

Cet article présente la méthodologie que nous avons mise en œuvre pour élaborer des espaces de coapprentissage à la croisée de l'université et des organismes communautaires, quelques-uns des défis inhérents à l'élaboration de ce programme de recherche, ainsi que le guide d'autoévaluation sur le thème des injustices épistémiques et des recherches participatives que nous avons produit collectivement durant ce processus. Nos réflexions ne sont pas issues d'une étude empirique réalisée sur cette expérience : elles sont le fruit d'un retour réflexif sur cette démarche de mobilisation participative des connaissances. Ces réflexions sont arrimées à la littérature scientifique existante sur les recherches participatives et les injustices épistémiques.

Un programme de recherche sur les injustices épistémiques et les recherches participatives

ÉPISTÉMOLOGIES PLURALISTES ET NON HIÉRARCHISANTES

Le terme recherche participative regroupe un ensemble d'approches méthodologiques renvoyant elles-mêmes à un large spectre de participation de personnes, telles que les recherches-actions participatives, les recherches collaboratives, les recherches engagées, les recherches participatives communautaires, l'enquête réflexive des praticien-ne-s et la sociologie publique. De manière générale, une recherche participative rassemble des personnes/groupe appartenant à différents horizons, par opposition à une recherche non participative qui implique uniquement des chercheur.es de carrière. Provenant de différents horizons, ces personnes/groupe ne parlent pas tout à fait le même langage que les chercheur-es de carrière, ne voient pas les enjeux tout à fait sous le même angle, ce qui conduit à expliciter, débattre et re(définir) constamment les termes qui sont pris pour acquis chez les uns et les autres. Par exemple, le terme autonomie renvoie à des réalités différentes que l'on soit une jeune de 15 ans encore soumise à l'autorité parentale, une personne travaillant dans une unité de soutien à domicile auprès de personnes âgées ou un-e chercheur-e intéressé-e à comprendre l'impact d'une réforme sur le pouvoir décisionnel des gestionnaires. Les personnes issues de la communauté jouent un rôle actif dans plusieurs ou toutes les étapes du processus de recherche, mais sont habituellement cantonnées à la collecte des données et à la diffusion des résultats. Dans ce scénario, le processus de recherche est habituellement caractérisé par une 'séparation ontologique entre le savoir scientifique et le savoir des personnes sans interroger la validité ou le caractère socialement situé de l'activité scientifique elle-même' ([Casas-Cortés, Osterweil & Powell 2008](#), p. 48).

Dans une seconde perspective résolument plus participative de la production des connaissances, les personnes qui participent sont reconnues et traitées en tant que productrices légitimes de connaissances et incluses tout au long du processus de recherche. Ces personnes deviennent alors des cochercheuses plutôt que de simples « sujets » ou « partenaires » de recherche, sources de données ou réceptacles de connaissances, ce qui peut conduire, par exemple, à l'établissement de lignes directrices en matière d'éthique concernant la propriété collective des données et à les reconnaître en tant que coautrices de toutes les productions. Dans ce cas de figure, la recherche participative est un processus qui permet aux personnes

qui participent de questionner les relations de pouvoir dans la production des connaissances scientifiques ainsi que la frontière entre ce qui est reconnu en tant que savoir scientifique et ce qui ne l'est pas. En ce sens, les recherches participatives jouent un rôle crucial pour soutenir une pratique réflexive de recherche et favorisent la prise de conscience des hiérarchies et des relations de pouvoirs qui peuvent, autrement, être tenues pour acquises. La réflexivité renvoie, ici, à une attention et à une réflexion continues sur les pratiques sociales de positionnement et de différenciation durant le processus de recherche (incluant celles mises en œuvre par les chercheur-es), autant qu'à une réflexion analytique sur les luttes épistémiques, sociales et politiques entre les membres des groupes en présence ([Carstensen-Egwuom 2014](#)).

Cette seconde approche provient de traditions universitaires et militantes qui ont émergé au cours des années 1970 en Amérique latine, Asie et Afrique, et essaimé ailleurs en Occident ([Fals Borda & Rahman 1991](#); [Freire 1982](#); [Gélineau, Dufour & Bélisle 2012](#); [Reason & Bradbury 2001](#)). Les universitaires et les communautés ancrées dans cette tradition sont encore actifs dans plusieurs régions et domaines de recherche, tels que les études autochtones, l'éducation des adultes et les études rurales. Ce type de recherche conteste la monopolisation des processus de recherche par les chercheur-es de carrière et critique les cadres de travail scientifique normatifs européens et nord-américains au profit d'épistémologies pluralistes et non hiérarchisantes ([Connell 2007](#); [Smith 2012](#); [Tandon 2002](#)). D'autres traits saillants de cette perspective de recherche sont : un engagement clair en faveur de la justice sociale; une attention à l'intersectionnalité et à la positionnalité des participant-es ainsi qu'à la manière dont elles façonnent les hiérarchies de savoir et la production des connaissances. Nous distinguons ici l'intersectionnalité de la positionnalité en reprenant la distinction établie par [Yep et Mutua \(2016, p. 85\)](#), la seconde soulignant 'le fait que nos identités sont toujours façonnées de manière relationnelle à l'intérieur des hiérarchies de pouvoir' et la première illustrant 'la multiplicité des forces sociales qui façonnent nos expériences situées et nos identités'; la recherche est conçue comme un processus de croisement des savoirs et non une pratique d'appropriation des savoirs; elle est aussi un travail d'ébranlement des structures de pouvoir et de transformation de la réalité sociale par le savoir et l'action collective ([Ávila Penagos 2005](#); [Contreras 2002](#); [Merçon et al. 2014](#); [Godrie et al. 2018](#); [Merçon 2018](#)). Les membres de notre groupe étaient plus en phase avec cette deuxième perspective, tout en reconnaissant plusieurs limites de cette tradition, notamment la 'tendance à l'essentialisation ou à la romantisation du savoir de certains groupes' qu'on peut constater dans certains travaux ([Casas-Cortés et al. 2008, p. 48](#)).

INJUSTICES ÉPISTÉMIQUES ET PRODUCTION DES CONNAISSANCES

Les relations entre les inégalités sociales et la production des savoirs sont particulièrement bien analysées par les courants de recherche féministes et décoloniaux ([Code 1991](#); [Harding 1998](#); [Santos 2006, 2016](#); [Smith 2012](#); [Visvanathan 2009](#)). Plusieurs études montrent que les membres de certains groupes historiquement stigmatisés voient leurs témoignages et savoirs discrédités d'emblée lorsqu'ils s'expriment sur un sujet donné ([Godrie & Dos Santos 2017](#)). Les communautés font l'expérience de ces réalités depuis longtemps et en ont fait un objet de réflexion important. Cependant, la formalisation du concept d'injustice épistémique est attribuable à la philosophe anglaise Miranda Fricker qui analyse, dans son livre intitulé *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing* (2007), le rôle des perceptions sociales et des préjugés dans les jugements de crédibilité et les situations de témoignage. [Fricker \(2007\)](#) distingue deux types d'injustices épistémiques. Le premier, les injustices herméneutiques (*hermeneutical injustice*), se rapporte à notre capacité à penser et à rendre compte de nos propres

expériences sociales, en particulier celles qui se rapportent aux injustices et aux inégalités que nous vivons du fait que 'les puissants ont un avantage injuste dans la structuration de notre compréhension collective du social' (Fricker 2007, p. 147). Le second type, les injustices de témoignage (*testimonial injustice*), se rapporte à notre capacité à transmettre des savoirs grâce au témoignage.

Fricker définit ces deux injustices en utilisant l'exemple du harcèlement sexuel dans le milieu de travail. D'après Fricker, avant l'introduction de ce concept dans les années 1970 aux États-Unis, les femmes américaines qui vivaient ces expériences étaient isolées et n'avaient pas les ressources interprétatives pour nommer et rendre compte de leur situation de violence. Les agressions physiques et verbales des hommes envers les femmes au travail n'étaient pas considérées comme un problème social. Les femmes qui vivaient ces situations les gardaient souvent pour elles ou, lorsqu'elles les partageaient à d'autres personnes, pouvaient se heurter à des réactions de justification des comportements des hommes en tant que 'drague' et vivre de la culpabilité lorsqu'elles étaient blâmées en raison de leur manque supposé de sens de l'humour ou parce qu'elles l'avaient 'cherché'. Ces situations conduisaient parfois les femmes à continuer à endurer ces agressions ou à démissionner de leur travail. Fricker (2007, p. 151) désigne ces situations dans lesquelles un 'écart dans les ressources interprétatives collectives donne à une personne un désavantage injuste lorsqu'il s'agit pour elle de nommer son expérience sociale' d'injustice herméneutique. Dans le cas du harcèlement sexuel, les ressources interprétatives n'existaient ni pour les agresseurs ni pour les victimes, même si ce vide était essentiellement préjudiciable pour ces dernières puisqu'elles pouvaient vivre de la culpabilité ('Peut-être que je suis responsable de tout cela'), se sentir isolées, et donc demeurer vulnérables au harcèlement. Pour cette raison, lorsque les personnes font l'expérience des injustices herméneutiques, elles sont moins susceptibles d'exposer publiquement de telles violences et de bénéficier d'un soutien structurel (par exemple, qu'il y ait des femmes en situation de pouvoir ayant une influence positive dans le milieu professionnel) pour mettre fin collectivement à celles-ci. Plus généralement, les injustices herméneutiques se produisent lorsque les savoirs de certains groupes ne peuvent pas se frayer un chemin dans les débats publics parce qu'ils ne cadrent pas avec les paradigmes dominants – colonialistes, productivistes, médicaux, positivistes, sexistes, etc. – qui servent généralement de cadre de compréhension du monde.

Deuxièmement, Fricker (2007, p. 20) caractérise ce qu'elle appelle des 'injustices de témoignage' en tant que 'tort qui pénalise spécifiquement une personne dans sa capacité à se positionner comme sachant'. Elle précise que ce type d'injustice survient 'lorsqu'un préjugé d'une personne qui écoute donne un niveau de crédibilité diminué au discours d'une personne qui s'exprime' (p. 1). Le terme 'injustice' souligne ici que la différence de considération donnée à la parole et aux savoirs des membres des groupes sociaux résulte de leur positionnement dans la hiérarchie de la crédibilité et des savoirs légitimes, c'est-à-dire de rapports sociaux inégalitaires entre des groupes majoritaires et des groupes minoritaires. En particulier, les injustices liées au témoignage sont un traitement dommageable et illégitime de la parole d'une personne en raison de son appartenance à un groupe social historiquement marginalisé (Fricker 2007, p. 150). Si l'on revient sur l'exemple du harcèlement, il peut s'agir de la situation d'une femme qui est harcelée sexuellement et qui n'est pas crue par ses proches ou par les personnes qui enregistrent sa plainte. Dans ce cas, même si les membres du groupe disposent des ressources interprétatives pour rendre compte de leur expérience systémique d'oppression, leur interprétation est cantonnée aux marges, quand elle n'est pas simplement invisibilisée. Ce déni de crédibilité peut, en lui-même, être vécu comme une forme de violence. Et il peut produire une perte de confiance en soi et une auto-exclusion des interactions sociales. Ce type

d'injustice est produit et maintenu en raison d'une hiérarchie de la légitimité des personnes et de leurs savoirs qui repose en partie sur des stéréotypes et des idées dominantes qui naturalisent et légitiment l'ordre social en place. Par exemple, la méritocratie et l'individualisme renforcent l'idée que les personnes qui sont au sommet de l'échelle sociale le doivent à leurs seuls efforts et compétences. Dans d'autres cas, les savoirs sont ignorés ou mis de côté en raison du manque de temps ou parce que les personnes n'ont pas la formation ou les outils appropriés pour expliciter ces savoirs et les prendre en compte.

À un niveau plus profond, ces situations d'injustice épistémique peuvent conduire des groupes opprimés à intérioriser des biais cognitifs produits historiquement et socialement à propos de leurs propres capacités intellectuelles. Ces injustices épistémiques sont donc systématiques en deux sens. Premièrement, elles touchent des membres de groupes sociaux dont les droits ont été historiquement niés, c'est-à-dire souffrant d'un 'préjugé négatif attaché à leur identité' (Fricker 2007, p. 27). Deuxièmement, elles s'accompagnent d'un ensemble d'autres inégalités qui affectent d'autres sphères de la vie de ces personnes qu'il s'agisse de l'accès à un emploi décent ou de la possibilité de marcher en toute sécurité dans l'espace public.

APPLICATION THÉORIQUE

Bien que cela n'ait pas été étudié par Fricker, ces deux types d'injustices épistémiques peuvent également surgir durant le processus de recherche entre les chercheur-es et les participant-es. Les chercheur-es possèdent leurs propres préjugés, représentations mentales, qui peuvent conduire au discrédit de groupes sociaux et de leurs membres. Les chercheur-es peuvent invalider leurs visions du monde et savoirs en les étiquetant en tant qu'opinions, superstitions, constructions symboliques, croyances ou émotions. Dans le processus de recherche, un ensemble de situations d'injustices épistémiques s'ajoute aux catégories proposées par Fricker. Par exemple, une personne qui doit écrire un article scientifique dans une seconde ou une troisième langue vit une injustice épistémique comparativement à une personne qui écrit dans sa langue maternelle. Et cette injustice est renforcée par le fait que les langues les plus valorisées dans le monde scientifique – l'anglais, le français, l'espagnol – sont des langues de pays colonisateurs. Il en résulte que des recherches (et les régions du monde dans lesquelles elles se déroulent) reçoivent une plus grande visibilité tandis que d'autres recherches sont invisibilisées parce que non publiées ou publiées dans des langues considérées comme périphériques. La structure du monde universitaire en elle-même avec ses normes d'écriture et de publication peut contribuer à produire des injustices épistémiques systématiques en excluant des formes de savoir qui ne se conforment pas au savoir propositionnel. En effet, quantité de choix ne sont pas remis en question ou discutés avec les participant-es des projets lorsqu'il s'agit de négocier quelles seront les traces laissées par les projets participatifs de recherche (livres, articles scientifiques, rapports, blogues, posts), et les questions que cela soulève: Traces écrites et signées par qui? Publiées où et comment? Dans quelle langue?

De manière plus fondamentale encore, les membres de groupes marginalisés ne sont pas toujours placés dans une position d'ignorance ou ne se voient pas nier leur capacité à développer une compréhension de leur situation comme semble le présupposer Fricker. Ces personnes sont tout à fait susceptibles de reconnaître les injustices dont elles sont victimes et de développer une compréhension des raisons de leur oppression. Cependant, le problème peut être que cette compréhension n'est pas entendue, prise en compte ou publiquement discutée. Plutôt que d'établir un dialogue avec des groupes marginalisés, ou de leur accorder une place dans le processus formel de production, des universitaires font plus souvent le choix de 'converser avec des recherches publiées précédemment qui... excluent d'emblée les savoirs,

intérêts et préoccupations de ces communautés' ([Glass & Newman 2015](#), p. 32), ce qui peut renforcer les injustices épistémiques.

En dépit de son intérêt philosophique pour l'éthique et la justice sociale, Fricker ne fait pas mention du potentiel des recherches participatives entre universitaires et communautés pour réduire les injustices épistémiques. Pourtant, dans la mesure où elles considèrent les personnes extérieures au monde académique en tant que porteuses de savoirs et productrices de connaissances, et 'embrassent la pluralité des savoirs depuis des perspectives d'agents épistémiques légitimes qui entrent en dialogue les uns les autres dans le cadre d'une relation de recherche' ([Paphitis 2018](#), p. 364), ce type de recherche, s'il est bien conduit, semble pouvoir contribuer à ce que [Visvanathan \(2009\)](#) appelle la justice cognitive.

Les recherches participatives ne sont pas uniquement une façon de travailler à plus de justice cognitive; elles sont aussi une manière de produire des résultats de recherche avec un haut niveau de validité contextuelle. Cette sensibilité au contexte est, selon [McCollum \(2012](#), p. 199), un composant de la justice herméneutique parce qu'elle 'aide le chercheur en sciences sociales à bien comprendre que les études se déroulent dans un contexte déjà stratifié, mais aussi dans un contexte théorique qui doit être modifié afin de mettre au jour la complexité des interactions sociales, en particulier au bénéfice des désavantagés'. Les savoirs produits grâce à des recherches participatives ne sont pas seulement fiables, ils sont aussi 'socialement robustes [parce que] la validité n'est plus uniquement déterminée, ou de manière prédominante, par des communautés scientifiques étroitement circonscrites, mais par des communautés d'engagement beaucoup plus larges comprenant des producteurs de connaissances, des disséminateurs, des commerçants, et des utilisateurs' ([Nowotny, Scott & Gibbons 2003](#), pp. 191–92, in [McCollum 2012](#), p. 197). Et ces savoirs sont également davantage pertinents afin de répondre aux enjeux vécus par les membres des communautés.

Espaces de coapprentissage à l'intersection de l'université et des communautés

Ainsi que nous l'avons noté précédemment, les recherches participatives ont pour objectif de produire des savoirs en établissant des relations plus justes entre les différents types de savoir et les personnes qui les détiennent. En dépit de cet idéal, nous savions en raison de nos expériences de recherche que les processus participatifs pouvaient maintenir ou même accroître les injustices épistémiques entre participant-es. Notre objectif était donc de soumettre à un examen critique les relations entre les différentes approches et pratiques de recherche participative et leur impact sur les injustices épistémiques, soit dans le processus même de recherche, soit en tant que résultat du processus de recherche.

Notre attention portait sur les questions suivantes: Dans quelle mesure les recherches participatives constituent-elles des laboratoires pour la production de rapports plus égalitaires entre les savoirs? Les recherches participatives offrent-elles un espace de reproduction des rapports hiérarchiques entre les savoirs, par exemple, par le biais de la reconduction de la division des tâches en matière d'écriture, d'analyse et de diffusion des connaissances? Ou ont-elles pour effet de neutraliser et de dépolitiser les savoirs qu'elles incorporent, notamment par l'institutionnalisation des pratiques participatives de recherche à l'université ([Hall & Tandon 2017](#))? Les projets de recherche ont-ils permis d'entendre ou de rendre visibles des voix et des savoirs auparavant absents de l'espace public? Malgré plusieurs articles cités dans les précédentes sections sur le sujet, une revue de la littérature sur ces enjeux nous a amené

à partager le constat de [Paphitis \(2018\)](#) selon lequel ces questions de justice épistémique en relation avec les organismes communautaires ont jusqu'à présent rarement été examinées.

MÉTHODOLOGIE

Afin de répondre à ces questions et développer un programme de recherche sur ces sujets, il nous apparaissait important de développer une méthodologie qui favorise le dialogue entre les différentes expériences, savoirs et positionnalités. Pour être cohérents avec notre thème, nous souhaitons ouvrir un espace de coapprentissage à l'intersection de l'université et des organismes communautaires qui nous permettrait de construire progressivement notre programme de recherche en accumulant les échanges avec une diversité de personnes. Selon [Tineke et al. \(2017, p. 492\)](#), un modèle dialogique de coapprentissage, par opposition à un modèle linéaire de transfert des connaissances, possède le potentiel de réduire les injustices épistémiques entre participant-es en les considérant chacun comme des sachants et des apprenants:

Une telle collaboration soutient la création d'un dialogue significatif, et la variété de perspectives des parties prenantes en dialogue peut élargir et rendre possibles des compréhensions et des solutions à l'intérieur d'un cadre de travail sociétal plus large. En d'autres mots, une telle collaboration peut mener au développement d'un éventail de solutions, dans la mesure où les parties prenantes sont disposées à considérer les différents types de savoir et d'information comme étant valides.

Nous identifions, ci-dessous, huit principaux éléments qui caractérisent le processus de coapprentissage que nous avons développé du mois de novembre 2017 jusqu'au mois de juin 2018.

- (1) En novembre, nous avons contacté et rassemblé un groupe de 10 personnes appartenant aux trois catégories non mutuellement exclusives suivantes: des activistes sociaux en situation de pauvreté et membres du Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec (GRFPQ), un organisme communautaire sans but lucratif basé à Montréal (Québec) dont la mission est de contribuer au développement et à la diffusion des connaissances sur les causes de la pauvreté et ses conséquences sur les personnes qui la vivent; des professionnel-le-s de l'intervention sociale de plusieurs champs (santé mentale, itinérance, défense des droits) offrant des services dans la communauté; et des universitaires d'une variété de disciplines (sociologie, anthropologie, philosophie, soins infirmiers et santé communautaire). Toutes ces personnes avaient une expérience en matière de recherches participatives et/ou détenaient une connaissance théorique et/ou vécue des injustices épistémiques. Le fait d'être un petit groupe de personnes a facilité les échanges en maximisant le temps de parole de chaque personne et en réduisant les possibilités de réunions intimidantes et anonymes, comme c'est parfois le cas lorsqu'il y a des nombreuses personnes.
- (2) La subvention de recherche nous a permis d'embaucher un coordonnateur de recherche à raison de deux jours par semaine, dont le mandat était d'organiser les rencontres de l'équipe. Son expérience (formation en travail social, expérience professionnelle au GRFPQ, en particulier dans un projet participatif de recherche, et sa connaissance du monde universitaire en tant qu'étudiant à la maîtrise) faisaient de lui un candidat idéal pour faciliter les échanges. Son travail comprenait des tâches logistiques (réservation de salles, solutions virtuelles pour les participant-es à distance ou ne pouvant pas se

- déplacer) et scientifiques (prise de notes, compilation des enjeux et idées récurrentes émanant des discussions) en plus du contact avec les participant-es (prendre le pouls des personnes grâce à des courriels, des appels téléphoniques entre les rencontres).
- (3) Afin de commencer notre série de rencontres de coformation, le coordonnateur de recherche a conduit six entrevues avec quatre chercheur-es et deux membres du GRFPQ. Ces entretiens ont aidé à identifier un certain nombre de questions et défis, permis l'identification de cas d'étude, de définitions et de références en lien avec le sujet de recherche de l'équipe, tout en élaborant un premier agenda de thèmes et de personnes responsables de l'animation de nos rencontres de coapprentissage. Ces entrevues ont été retranscrites, et les idées organisées en un plan de travail pour l'année à venir qui a, par la suite, été partagé, discuté et ajusté avec le reste des participant-es.
 - (4) Nous avons planifié cinq sessions de coapprentissage (novembre 2017, janvier, février, avril et mai 2018). Ces sessions avaient une durée de trois heures. Chacune d'elle abordait un thème différent présenté à tour de rôle par un ou deux participant-es. Les sujets couverts ont été, par exemple, l'histoire de la recherche-action participative, la justice cognitive en lien avec la science ouverte, et la diversité des savoirs en lien avec l'enjeu du relativisme en sciences sociales, ce qui nous a aidé à nous concentrer sur les questions suivantes: Qu'est-ce qui compte comme une donnée de recherche et qui la possède? À quel moment le processus de recherche peut-il mitiger les inégalités épistémiques? Dans quelle mesure les chercheur-es doivent-ils et elles se conformer aux normes universitaires garantes de la qualité de la preuve et de l'argumentation lorsqu'ils et elles travaillent dans une perspective de justice épistémique avec les communautés? Quelles ressources herméneutiques mettre en œuvre pour saisir la diversité des perspectives possibles sur un sujet pour qu'elles soient à la fois valides et justes sur le plan épistémique? Lors de chacune des sessions, nous envoyions deux textes deux semaines à l'avance aux participant-es. Lors du bilan de notre processus à la fin de la première année, nous avons constaté que les références envoyées étaient essentiellement des articles scientifiques et qu'il était, de plus, difficile de trouver des articles en français (notre langue maternelle). Si nous reconduisons ce format à l'avenir, nous veillerons à inclure une diversité de formats (audio, vidéo, film ou extraits de livres, témoignages, œuvres d'art).
 - (5) Parce que les textes envoyés étaient des articles universitaires et que les personnes du GRFPQ n'étaient pas habituées à lire de tels textes, le coordonnateur organisait des rencontres préparatoires une semaine à l'avance avec elles. Ces rencontres préparatoires avaient pour objectif de réunir les personnes qui le souhaitaient afin de préparer le thème de la session de coapprentissage à venir, de commencer les échanges à l'avance et d'aborder certains des enjeux soulevés par les textes. L'idée était de permettre aux membres du GRFPQ de se sentir plus légitimes dans les échanges avec les autres participant-es. Nous avons constaté que cette approche permettait à des personnes qui ont beaucoup de choses à dire, mais qui ne le font pas dans les rencontres dominées par les chercheur-es, de s'exprimer d'avantage.
 - (6) Lors de la première session, nous avons partagé nos expériences et engagements personnels relativement aux recherches participatives et à la justice épistémique. Il nous semblait important de ne pas simplement partager nos expériences personnelles et professionnelles, mais aussi de clarifier notre positionnalité et notre intersectionnalité et leurs impacts sur notre point de vue. Nous avons partagé notre engagement commun à ce que nos discussions et notre travail aient une dimension politique, c'est-à-dire

contribue à la réduction des injustices épistémiques et, plus largement, de toutes les autres inégalités systémiques. Cela impliquait, tout d'abord, de créer un espace sécuritaire d'échange pour les participant-es, de prendre la parole au 'je' en se référant à des lectures ou à des expériences personnelles ou professionnelles, et d'écouter et d'échanger respectueusement avec les autres sans invalider leur point de vue. Cela a été possible, en particulier, grâce à une facilitation des échanges qui permettait à chaque personne de s'exprimer en plénière ou en plus petits groupes, sur le sujet en question ou sur le cadre même des échanges, le tout dans une atmosphère amicale. Il était particulièrement important à nos yeux de reconnaître que cet espace était ouvert aux erreurs et aux hésitations, à l'ignorance, ou encore propice à l'expression d'idées, d'intuitions, d'émotions ou de récits de vie sans craindre d'être blessé. Les méthodes d'éducation populaire ont facilité l'animation des sessions et favorisé l'expression d'une diversité de points de vue. En fin de rencontre, nous faisons un petit bilan entre nous et le coordonnateur assurait un suivi régulier avec chacune des personnes. Malgré cela, cette façon de faire n'a pas empêché que des personnes vivent des injustices épistémiques. Par exemple, en dépit de l'environnement inclusif souligné par les participant-es, une personne nous a partagé qu'elle avait senti à plusieurs reprises que son point de vue n'était pas pris en compte et qu'une personne animant un sous-groupe de discussion était trop directive.

- (7) Les échanges étaient enregistrés de manière à produire des comptes-rendus fidèles et exhaustifs de nos échéances. Le document était produit par le coordonnateur et les personnes responsables de l'animation des séances, puis partagé sur un Google doc avec le reste des personnes pour des ajouts/validations. La production de ces documents nous a permis d'accumuler un ensemble de questionnements, références et questions de recherche qui se trouvent au cœur de notre agenda de recherche. L'écriture de ces documents, reflétant le plus possible la diversité des échanges, des débats et des points de vue a servi de base à plusieurs présentations scientifiques dans des colloques et a également fourni des éléments pour le présent article. Par la suite, le premier auteur de l'article a préparé une version de travail pour les co-auteur-es. Cette proposition a été corrigée, améliorée et validée collectivement. Il ressortait de nos échanges avec les personnes non-universitaires de notre groupe qu'il ne leur serait pas demandé d'écrire des parties d'article, ce qui était jugé comme un fardeau injuste puisque, à l'inverse des universitaires, elles n'étaient pas payées pour le faire, n'avaient pas la formation aux codes de l'écriture scientifique et ne disposaient pas du temps suffisant à consacrer à cette tâche.
- (8) Enfin, la subvention de recherche nous a permis de donner des compensations financières de 100\$ canadiens pour la participation des personnes du GRFPQ à chacune des sessions de coformation. Cette compensation était donnée pour reconnaître l'investissement de temps et la valeur de la contribution des membres du GRFPQ dans un contexte où les autres membres de l'équipe étaient présents sur leur temps de travail ou parce qu'ils et elles étudiaient dans un domaine étroitement lié. Ces sommes ne reconnaissent pas la contribution de ces personnes à leur juste valeur, mais elles constituent un pas dans cette direction.

En septembre 2018, la subvention de recherche touchait à sa fin et nous ne pouvions plus maintenir le contrat du coordonnateur. De plus, nous souhaitions ouvrir nos rencontres à davantage de personnes de manière à créer un espace, à Montréal, où les personnes se posant des questions similaires pourraient échanger, tout en conservant le même esprit de croisement

des savoirs et des points de vue qui avait guidé les sessions de coapprentissage. À partir du mois de septembre 2018, nous avons organisé des séminaires sur des sujets identifiés durant la première année : 'L'analyse participative dans la recherche: Quelles pratiques de co-analyse pour ouvrir ce dernier bastion de la recherche?' (janvier 2019); 'Décentraliser la recherche et co-construire des savoirs en dehors de l'université' (mars 2019); 'Vers des relations plus symétriques? Stratégies de collaboration entre organismes communautaires et universités' (juin 2019); et 'Pratique de co-autorat dans les recherches participatives et injustices épistémiques' (novembre 2019). Ces séminaires se sont déroulés au CREMIS, étaient ouverts à tout le monde, publicisés grâce à une liste d'envoi de nos contacts et sur les médias sociaux, et rassemblaient 20 à 30 personnes à chaque reprise (voir [photographie](#)). Ils consistaient en une série de courtes présentations par deux ou trois personnes de l'université et des milieux communautaires, des ateliers de travail en petits groupes et des sessions plénières d'échange. Ces séminaires étaient orientés sur la présentation de cas d'étude et favorisaient la réflexion sur les recherches participatives comme moyen de réduire les inégalités épistémiques.



Séminaire sur les pratiques de coanalyse dans les recherches participatives, CREMIS, Montréal, janvier 2019

GUIDE D'AUTOÉVALUATION SUR LES INJUSTICES ÉPISTÉMIQUES ET LES RECHERCHES PARTICIPATIVES

Malgré la portée limitée de cette démarche, soulignée précédemment, nous croyons que cette méthodologie de travail a contribué à créer un espace polyphonique favorisant l'expression respectueuse de la diversité des positionnements situés, tout en renforçant notre capacité à réduire certaines asymétries liées aux statuts sociaux et à la perception différenciée de la légitimité des participant-es.

En juin 2018, nous avons présenté notre travail d'équipe à l'occasion d'une journée d'étude au CREMIS sur le thème 'Injustices épistémiques et recherches participatives' qui a rassemblé 30 personnes, dont 11 membres et employé-e-s de plusieurs organismes communautaires

dans le champ de la justice sociale (Front commun des personnes assistées sociales du Québec, Clinique SPOT, Collectif pour un Québec sans pauvreté, ATD Quart Monde, Relais Femme, etc.), ainsi que des chercheur-es et des étudiant-es. La nourriture, le transport et les dédommagements financiers, en plus de nos liens personnels avec ces personnes, ont favorisé la participation du milieu communautaire. Conscients que le langage universitaire est une des sources de production et de maintien des inégalités épistémiques, et que des personnes allaient se sentir intimidées ou craindre d'être jugées, nous souhaitons que les participant-es puissent interagir par l'art. En matinée, en sous-groupes de cinq personnes, nous avons identifié et discuté de situations dans lesquelles les personnes avaient vécu (ou été témoins) des injustices épistémiques afin de les jouer sous forme de scènes de théâtre. La journée visait également à mettre en valeur des projets de recherche dans lesquels les personnes présentes avaient pris part, en identifiant les stratégies de recherche les plus prometteuses pour réduire les injustices épistémiques, et à créer une communauté de personnes intéressées à approfondir ces questionnements.

Dès le début de notre démarche, nous souhaitons que nos réflexions mènent à des nouvelles collaborations et aient un impact concret, sans savoir vraiment en quoi cela pourrait consister. D'une part, des chercheur-es exprimaient le besoin de publier les réflexions de l'équipe de manière à établir un dialogue avec la communauté scientifique. D'autre part, des membres d'organismes communautaires et des chercheur-es soulignaient l'importance de rendre les résultats de nos échanges accessibles non seulement à des universitaires, mais également aux organismes communautaires de manière à contribuer à une meilleure reconnaissance de leurs savoirs et contributions aux recherches participatives. Cela nous a amené à produire une diversité de textes dans différentes langues (anglais, français, espagnol) ciblant différents publics, tels que des revues scientifiques évaluées par les pairs, des journaux de professionnel-le-s de la santé et des services sociaux, et des posts sur des blogues de recherche-action.

Au fur et à mesure que les échanges progressaient durant la première année, l'idée de créer un outil qui pourrait aider les universitaires et leurs partenaires de recherche à s'engager dans une évaluation réflexive des processus participatifs sous l'angle des injustices épistémiques a émergé. À notre connaissance, aucun des outils et guides disponibles pour aider les chercheur-es et les groupes communautaires partenaires possédaient cet angle spécifique. Nous avons alors décidé que cet outil prendrait la forme d'un guide réflexif qui soulignerait les principaux enjeux discutés durant les sessions de coapprentissage. Ce document (voir Appendix) est un guide d'autoévaluation organisé en sept sections, chacune contenant plusieurs questions auxquelles les personnes qui participent à un projet de recherche participative peuvent répondre. Même si le guide ne s'appuie pas centralement sur la définition des injustices épistémiques donnée par Fricker, il prend tout de même en considération les injustices de témoignage et herméneutiques durant le processus de recherche et les interroge du point de vue des membres des différents groupes sociaux qui participent. La définition des injustices épistémiques retenue dans le guide est délibérément large et réfère aux inégalités vécues dans l'accès aux savoirs, à leur reconnaissance et aux rapports sociaux durant le processus de production des connaissances.

Ce guide peut être appliqué à des projets en cours ou complétés. La présente version est le résultat d'un processus continu d'échanges. La première version a été produite en mai 2018 par deux des coauteurs de l'article et validé par les autres coauteurs. Elle a été appliquée à deux projets de recherche participative durant une session de coapprentissage. Par la suite, une version a été mise en discussion et enrichie à l'occasion de plusieurs événements, incluant la journée d'étude de juin 2018 et le colloque *Injustices épistémiques: Comment les comprendre*

? *Comment les réduire?* tenu à Namur (Belgique) les 7 et 8 février 2019. Durant ces deux événements, le guide a été divisé en plusieurs parties et distribué à des groupes qui ont discuté de sa forme et de son contenu. Dans le premier événement, les groupes ont partagé leurs commentaires en session plénière; dans le second, nous avons collecté les commentaires écrits de chacun des groupes. Des personnes ont également fait parvenir des commentaires ou des suggestions directement au premier auteur.

Ces échanges ont conduit à plusieurs améliorations de la version initiale. Par exemple, après un séminaire tenu au CREMIS où nous avons discuté des principes OCAP (pour *ownership*/propriété, *control*/contrôle, *access*/accès et *protection*/protection) développés par les communautés autochtones afin de décoloniser la recherche ([First Nations Information Governance Centre 2014](#)), nous avons inclus des questions telles que: 'Qui a le droit de mobiliser les résultats de recherche?' et 'Qui participe au processus de mobilisation des connaissances?' dans la quatrième (Production des savoirs) et la cinquième (Mobilisation des savoirs) section du guide. À plusieurs reprises, des membres de groupes communautaires ont argué que l'accès aux savoirs produits durant le processus de recherche, par exemple, sur des formats imprimés ou des copies PDF de documents publiés, et que l'accès aux vidéos et photos prises durant les projets, étaient également une action clé pour favoriser la justice épistémique. Les participant-es du colloque de Namur ont souligné l'importance de court-circuiter l'accent mis sur les savoirs universitaires et professionnels dans les échanges afin d'accorder de l'importance aux témoignages, aux récits et aux références de la vie quotidienne, par exemple, à la sagesse populaire et aux proverbes ce qui a également été intégré (voir section 3: Les participant-es et leurs savoirs). La présente version est une troisième version et d'autres versions seront développées selon l'usage et les commentaires des personnes qui l'utilisent. Ce document est sous licence *creative commons CC BY 4.0*, ce qui permet aux personnes de le partager librement et d'y apporter des modifications en créditant la source originale.

Conclusion

Nous avons, dans cet article, présenté une approche participative de production et de mobilisation des connaissances sur le thème des injustices épistémiques et des recherches participatives, en mettant l'accent sur les dimensions méthodologiques, théoriques et épistémologiques de notre agenda de recherche. Cette conclusion rappelle les ingrédients essentiels de notre approche, en espérant qu'elle puisse inspirer d'autres groupes de recherches et organismes communautaires.

De notre point de vue, les recherches participatives constituent des laboratoires permettant d'observer et de comprendre les injustices épistémiques et, le cas échéant, d'offrir des leviers pour les réduire en permettant la construction de ponts entre les personnes et les savoirs qu'elles détiennent. La relation dialogique entre les chercheur-es en sciences sociales et les représentant-es d'organismes communautaires dont la voix n'est pas souvent entendue apparaît comme une composante nécessaire de la justice testimoniale et herméneutique ([McCollum 2012](#)).

Nous croyons que les processus participatifs de recherche sont porteurs de ce potentiel dans la mesure où leur objectif est de clarifier les tensions et les voies de passage entre les différents points de vue ce qui favorise, par la suite, l'émergence de nouvelles sources d'idées et des pratiques. Les recherches participatives conduisent également à interroger la division des tâches et la nature des savoirs mobilisés et produits. Ce type de recherche nous apparaît alors susceptible de permettre aux participants de 's'éloigner d'un consensus fondé sur les savoirs

dominants, ou des hypothèses partagées sur le savoir en action, pour permettre à de nouvelles compréhensions d'émerger' ([Cook et al. 2019](#)).

Cependant, les liens entre recherches participatives et réduction des injustices épistémiques ne sont ni évidents ni nécessaires. Travailler à établir des relations plus horizontales entre les différents types de savoir et les personnes qui les détiennent demande une attention de tous les instants, d'autant plus que les chercheur-es n'ont pas été formé-e-s pour cela à l'université. Et les défis sont d'autant plus importants à relever dans le cas de recherches participatives réalisées avec des membres de groupes stigmatisés qui ont pu connaître des expériences négatives avec des chercheur-es par le passé tel que souligné particulièrement par [Smith \(2012\)](#) ainsi que les participant-es des séminaires. Parmi ces expériences figurent: le sentiment d'être instrumentalisé au profit de la carrière de chercheur-es, avoir participé à un projet sans jamais recevoir les résultats ou encore avoir l'impression de perdre un temps précieux à répondre à des préoccupations d'universitaires qui n'ont aucun écho dans la vie quotidienne des personnes qui participent.

Par conséquent, nous avons placé une attention spécifique sur les enjeux suivants durant l'élaboration et la mise en oeuvre de notre agenda de recherche sur les injustices épistémiques et les recherches participatives au cours des deux dernières années:

- Situer notre réflexion dans un cadre universitaire et militant sur les injustices épistémiques, en reconnaissant notamment les traditions intellectuelles et les mouvements sociaux à l'origine de ces concepts;
- Expliciter nos valeurs et notre positionnalité respectivement à la thématique, ce que chacun d'entre nous gagnait (par exemple, rendre visible les rapports sociaux inégalitaires dans la production des connaissances, publier des articles) et risquait potentiellement en participant à ce projet (par exemple, s'exposer à vivre ou à revivre des injustices épistémiques). À notre sens, l'explicitation en continu de notre positionnalité peut devenir une ressource épistémique pour pousser plus loin notre réflexion. L'espace de coapprentissage bâti dans cette perspective visait à créer ce que [Nicholls \(2009, p. 121\)](#) qualifie d'"espace liminal, d'entre-deux favorisant un décentrage grâce à la mise au défi des notions traditionnelles de contrôle objectif entre chercheur-es et participant-es à la recherche";
- Nous souhaitons que nos réflexions aient un impact au-delà des membres de notre groupe ce qui nous a mené à créer des séminaires à Montréal qui sont toujours en cours. C'est également la raison pour laquelle nous avons produit un guide permettant à des chercheur-es et des membres d'organismes communautaires d'autoévaluer des recherches participatives à la lumière des inégalités épistémiques et de les soutenir dans la réflexion sur la création de relations de recherche plus égalitaires;
- Travailler à maximiser les espaces où tester la pertinence de ce guide de manière à en assurer le développement dans un processus non linéaire de mobilisation des connaissances. À notre sens, mobiliser les connaissances universitaires et communautaires dès les tous débuts de notre démarche de création d'une équipe de recherche s'inscrit dans une perspective critique de la production universitaire des connaissances ([Hall & Tandon 2017](#)). Cette activité participative de mobilisation des connaissances n'est pas une activité technique, mais bien une 'activité sociopolitique... inscrite dans un réseau sociétal hétérogène avec beaucoup de parties prenantes différentes' tel que souligné par [Tineke et al. \(2017, p. 501\)](#);

- Pour les chercheur-e-s ayant contribué à ce processus, intégrer cet outil et cet agenda de recherche dans nos pratiques de recherche et nos enseignements dans un contexte où la formation universitaire en sciences sociales au Québec n'intègre pas ou peu les recherches participatives et les injustices épistémiques. Cela a notamment amené l'une des co-auteurs à créer un atelier universitaire de trois heures sur le sujet à destination d'étudiant-es au doctorat.

Nous espérons que ce travail pourra inspirer d'autres travaux de personnes ou de groupes entreprenant des démarches similaires et contribuer à un agenda de recherche plus large sur les injustices épistémiques et les recherches participatives qui demeure encore largement à bâtir.

Références

- Ávila Penagos, R 2005, 'La producción de conocimiento en la investigación-acción pedagógica: Balance de una experiencia', *Revista colombiana de educación*, vol. 31, no. 3, pp. 503–19. <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=29831312>
- Carstensen-Egwuom, I 2014, 'Connecting intersectionality and reflexivity: Methodological approaches to social positionalities', *Erdkunde*, vol. 68, no. 4, pp. 265–76. <https://doi.org/10.3112/erdkunde.2014.04.03>
- Casas-Cortés, M, Osterweil, M & Powell, D 2008, 'Blurring boundaries: Recognizing knowledge-practices in the study of social movements', *Anthropological Quarterly*, vol. 81, no. 1, pp. 17–58. <https://www.jstor.org/stable/30052739>
- Code, L 1991, *What can she know?*, Cornell University Press, Ithaca.
- Contreras, R 2002, 'La Investigación Acción Participativa (IAP): Revisando sus metodologías y sus potencialidades', in J Durston & F Miranda (eds), *Experiencias y metodología de la investigación participativa*, ECLAC, Santiago de Chile, pp. 9–18.
- Connell, R 2007, *Southern Theory: The global dynamics of knowledge in Social Science*, Polity Press, Cambridge, UK.
- Cook, T, Brandon, T, Zonouzi, M & Thomson, L 2019, 'Destabilising equilibriums: Harnessing the power of disruption in Participatory Action Research', *Educational Action Research*, vol. 27, no. 3, pp. 379–95. <https://doi.org/10.1080/09650792.2019.1618721>
- Fals Borda, O & Rahman, M 1991, *Action and knowledge: Breaking the monopoly with Participatory Action-Research*, Intermediate Technology Publications, London.
- First Nations Information Governance Centre 2014, *Ownership, Control, Access and Possession (OCAP™): The path to First Nations information governance*. https://fnigc.ca/sites/default/files/docs/ocap_path_to_fn_information_governance_en_final.pdf
- Freire, P 1982, 'Creating alternative research methods: Learning to do it by doing it', in B Hall, A Gillette & R Tandon (eds), *Creating knowledge: A research monopoly? Participatory research in development*, Society for Participatory Research in Asia, New Delhi, India, pp. 29–37.
- Fricke, M 2007, *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*, Oxford University Press, Oxford, UK.
- Gélineau, L, Dufour, É & Bélisle, M 2012, 'Quand recherche-action participative et pratiques AVEC se conjuguent: Enjeux de définition et d'équilibre des savoirs', *Recherches Qualitatives*, Hors Série vol. 13, pp. 35–54.

- Glass, R & Newman, A 2015, 'Ethical and epistemic dilemmas in knowledge production: Addressing their intersection in collaborative Community-based Research', *Theory and Research in Education*, vol. 13, no. 1, pp. 23–37. <https://doi.org/10.1177/1477878515571178>
- Godrie, B & Dos Santos, M 2017, 'Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance', *Sociologie et sociétés*, vol. XLIX, no. 1, pp. 7–31. <https://doi.org/10.7202/1042804ar>
- Godrie, B, Ouellet, G, Bastien, R, Bissonnette, S, Gagné, J, Gaudet, L, Gonin, A, Laurin, I, McAll, C, McClure, G, Régimbal, F, René, J-F & Tremblay, M 2018, 'Les espaces de participation et la recherche dans le champ des inégalités sociales', *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 30, no. 1. <https://doi.org/10.7202/1051406ar>
- Hall, B & Tandon, R 2017, 'Decolonization of knowledge, epistemicide, participatory research and higher education', *Research for All*, vol. 1, no. 1, pp. 6–19. <https://doi.org/10.18546/RFA.01.1.02>
- Harding, S 1998, *Is science multicultural? Postcolonialism, Feminism, and Epistemologies*, Indiana University Press, Bloomington, IN.
- McCullum, J 2012, 'Hermeneutical injustice and the Social Sciences: Development policy and positional objectivity', *Social Epistemology: A Journal of Knowledge, Culture and Policy*, vol. 26, no. 2, pp. 189–200. <https://doi.org/10.1080/02691728.2011.652212>
- Merçon, J, Núñez Madrazo, C, Camou-Guerrero A & Ángel Escalona, M 2014, '¿Diálogo de saberes? La investigación-acción participativa va más allá de lo que sabemos', *Decisio*, nº 38, pp. 29–33. https://cdn.crefal.org/CREFAL/revistas-decisio/decisio38_saber6.pdf
- Merçon, J 2018, 'Participatory Action Research and Decolonial Studies: Critical mirrors', *Lapiz*, no. 3, pp. 20–29. <https://www.uv.mx/personal/jmercon/files/2018/09/Participatory-action-research-and-decolonial-studies.pdf>
- Nicholls, R 2009, 'Research and Indigenous participation: Critical reflexive methods', *International Journal of Social Research Methodology*, vol. 12, no. 2, pp. 117–26. <https://doi.org/10.1080/13645570902727698>
- Nowotny, H, Scott, P & Gibbons, M 2003, 'Introduction: "Mode 2" revisited: The new production of knowledge', *Minerva*, vol. 41, no. 3, pp. 179–94. <https://www.jstor.org/stable/41821245>
- Paphitis, S 2018, 'The possibility of addressing epistemic injustice through engaged research practice: Reflections on a menstruation related critical health education project in South Africa', *Critical Public Health*, vol. 28, no. 3, pp. 363–72. <https://doi.org/10.1080/09581596.2017.1418500>
- Reason P & Bradbury, H 2001 (eds), *Handbook of action research: Participative inquiry and practice*, SAGE, London.
- Santos, B de S 2006, *Renovar la teoría crítica y reinventar la emancipación social*, CLASCO, Buenos Aires. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/coediciones/20100825032342/critica.pdf>
- Santos, B de S 2016, *Epistemologies of the South: Justice against epistemicide*, Routledge, London.
- Smith, L 2012, *Decolonizing methodologies: Research and Indigenous peoples*, Zed Books, London.
- Tandon, R 2002, 'Knowledge as power', in R Tandon (ed.), *Participatory research: Revisiting the roots*, Mosaic Books, New Delhi, India, pp. 40–53.
- Tineke, A, Cook, T, Rämgård, M, Kleba, E, Harris J & Wallerstein, N 2017, 'Social impact of participatory health research: Collaborative nonlinear processes of knowledge mobilization', *Educational Action Research*, vol. 25, no. 4, pp. 489–505. <https://doi.org/10.1080/09650792.2017.1329092>



Visvanathan, S 2009, 'The search for cognitive justice', *Knowledge in Question. A Symposium on Interrogating Knowledge and Questioning Science*. www.india-seminar.com/2009/597/597_shiv_visvanathan.htm

Yep, G & Mutua, E 2016, 'Intersectionality, identity, and positionality', in K Sorrels & S Sekimoto (eds), *Globalizing intercultural communication: A reader*, SAGE Publications, Thousand Oaks, pp. 85–102. <https://doi.org/10.4135/9781483399164.n5>